

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2024



**INTER
RÉSEAUX**
Développement Rural

SOMMAIRE



▶ LE MOT DU PRÉSIDENT	P. 3
▶ CONTEXTE - 2024	P. 4
▶ INTER-RÉSEAUX DÉVELOPPEMENT RURAL EN 2024	P. 7
▶ QUELQUES FAITS MARQUANTS	P. 10
▶ 1. CAPITALISER POUR RENFORCER SES CAPACITÉS	P. 11
▶ 2. DÉBATTRE ET PRODUIRE DE NOUVELLES CONNAISSANCES	P. 16
▶ 3. DIFFUSER L'INFORMATION POUR PARTAGER LE SAVOIR	P. 21
▶ RAPPORT FINANCIER	P. 25
▶ LES MEMBRES EN 2024	P. 32

Le mot du Président



Nos textes de base font obligation au Conseil d'Administration de rendre compte de sa gestion à chaque AG, à travers la présentation d'une série de rapports. A cet effet, J'ai l'honneur et le plaisir de vous présenter le rapport moral pour ce mandat qui s'achève. Il sera complété par d'autres rapports spécifiques, portant sur la mise en œuvre des résolutions de la dernière AG, sur les activités du réseau et sur les finances. Il faut avant tout, mentionner que le réseau a travaillé dans un contexte assez particulier, marqué par différentes crises sociopolitiques, alimentaires et russo-ukrainienne.

Pour Inter-réseaux, l'année 2024 a été la première année de la nouvelle convention triennale de subvention signée avec l'AFD (2024-2026) et la première année de la mise en œuvre du Plan d'Orientation Stratégique (2024-2028) axé sur la gestion des connaissances.

La nouvelle répartition géographique de l'équipe technique sur plusieurs sites a été gérée comme une opportunité d'ouverture, permettant un rapprochement avec certains membres, sans perdre l'esprit d'équipe. L'organisation du séminaire annuel de l'équipe technique au Bénin en décembre 2024 en est la parfaite illustration, avec à la fois un temps de travail d'équipe qui portait sur la mise en œuvre du Plan d'Orientation Stratégique et du triennal, et un temps de retrouvailles ou de rencontres avec les membres et partenaires présents à Cotonou.

Je tiens à attirer votre attention sur certaines activités que le rapport d'activités vous présente dans les détails.

Depuis plusieurs années, la valorisation des productions et des informations a tenu une place importante dans la réflexion et l'action d'Inter-réseaux, à travers le développement de nouveaux produits comme les infographies interactives. En 2023, une première production multimédia sous la forme de webdocumentaire avait traité de l'adaptation des organisations de la société civile à l'insécurité dans l'Est du Burkina Faso. En 2024, trois (3) webdocumentaires ont été produits, consolidant ainsi l'expertise d'Inter-réseaux en la matière. L'un portait sur la préparation de la société civile pastorale à l'important Forum « Nouakchott +10 » qui s'est tenu début octobre 2024. Le second était issu du séminaire international sur le Genre et la Formation Agricole et Rurale, qu'a organisé le Réseau International Formation Agricole et Rurale à Abidjan en septembre 2024 et qui a donné lieu à de nombreux entretiens pour un récit multimédia vraiment immersif. Le dernier, encore en préparation, est une valorisation de l'importante capitalisation de SOS Faim Luxembourg pour son programme de financement de l'agriculture AGRI+. Avec trois webdocumentaires issus de trois activités différentes avec trois objectifs différents, Inter-réseaux inscrit ce format de valorisation comme une activité prometteuse pour diffuser et faire comprendre l'information essentielle. L'ensemble est accessible à l'adresse <https://webdoc.inter-reseaux.org> que je vous encourage à visiter.

En novembre 2024, Inter-réseaux a participé au premier forum régional sur l'agroécologie dans le bassin du Congo, organisé par le SAILD. Outre le lien extrêmement pertinent à développer entre gestion des connaissances et agroécologie, aussi bien au niveau méthodologique que pratique, cette présence a été aussi l'occasion pour Inter-réseaux



Ce contexte préoccupant rend plus que jamais pertinent et même nécessaire notre réseau euro-africain d'organisations et d'individus engagés aux compétences et aux points de vue multiples et complémentaires.

de réaffirmer son intérêt pour l'Afrique Centrale, une sous-région à considérer dans les relations en 2025.

Ces activités, qui ne sont que quelques-unes parmi toutes celles réalisées cette année, ne sauraient néanmoins cacher les inquiétudes persistantes à l'orée de la nouvelle année.

Inquiétudes sécuritaires bien sûr, dans de nombreux pays où notre réseau intervient, du Sahel au Cameroun, en passant par la RDC et le nord des pays du Golfe de Guinée. Ces enjeux sécuritaires ouvrent souvent la voie à des politiques moins ouvertes envers leurs voisins et le monde en général et s'accompagnent parfois d'une réflexion importante sur la souveraineté nationale. Cette question, qui conduit à interroger celle de la souveraineté alimentaire et qui a déjà été abordée en filigrane lors de l'Assemblée Générale 2024, constituera un fil conducteur des activités d'Inter-réseaux en 2025.

Inquiétudes géopolitiques également à l'aube d'une année 2025 qui s'ouvre sur des perspectives inquiétantes en matière de respect de l'Etat de droit ou des droits humains, de considération pour les évidences scientifiques sur les enjeux environnementaux et de solidarité internationale.

Je compte donc sur un soutien renouvelé et renforcé de l'ensemble des membres et des partenaires autour de l'équipe technique d'Inter-réseaux. Les années à venir nous imposent de réfléchir mieux, de partager plus pour agir ensemble.

Je voudrais, pour finir mes propos, exprimer ma profonde gratitude à tous les membres du Conseil d'Administration et aux partenaires qui accompagnent le réseau dans la réalisation de sa noble mission.

Sena Kwaku ADESSOU, Président



Le contexte de l'action d'Inter-réseaux et de ses membres en 2024 : inquiétudes et espoirs

1/ La situation sécuritaire ne s'est pas améliorée au Sahel et autour du Lac Tchad. Les régions septentrionales de plusieurs pays côtiers en sont affectées. La guerre civile au Soudan a continué d'alimenter les flux de réfugiés au Tchad. En Afrique centrale, la guerre dans l'est de la RDC a pris de l'ampleur. Au total, la région AOC compte près de 10 millions de réfugiés internes. Cela affecte toutes les populations, directement ou indirectement du fait des dépenses militaires, des baisses des investissements sociaux et des entraves aux activités économiques

2/ Cependant, en moyenne, au plan macroéconomique, l'inflation est maîtrisée et la croissance (3,6% en 2024, comme en 2023) est bonne dans les pays en paix et bien gérés. Le FMI prévoit 4,6% en 2025. La région compte neuf des vingt pays dont la croissance est la plus rapide au monde. Dans la zone UEMOA, l'inflation s'est établie à 2,9% en 2024 (3,7% en 2023).

3/ Au plan politique, des élections se sont déroulées sans heurts. Au Tchad, en mai, le général Mahamat Idriss Déby a été élu, mettant fin à une transition. En Mauritanie, en juin, le chef de l'État sortant, Mohamed Ould Ghazouani a été réélu. Au Ghana, en décembre, les scrutins présidentiel et législatif ont conduit à une alternance avec John Mahama. Au Sénégal, l'alternance a placé le mouvement des Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité (le PASTEF) à la tête du pays, Bassirou Diomaye Faye comme Président et Ousmane Sonko comme Premier ministre. En novembre, des élections législatives ont donné au PASTEF une majorité de 130 sièges sur 165. Dans les quatre pays gouvernés par des militaires, les « transitions » ont été prolongées. En Guinée, des élections sont aujourd'hui envisagées pour 2025. Au Mali le « dialogue national » a recommandé de prolonger la transition de « deux à cinq ans ». Au Burkina-Faso, des « assises nationales » ont fixé la durée de la transition à 60 mois à compter du 2 juillet 2024. Au Niger, les « assises nationales » ont proposé le maintien du régime militaire pendant au moins cinq ans. Le Mali, le Burkina Faso et le Niger ont confirmé leur décision de quitter la CEDEAO (effective au 29 janvier 2025), ce qui a deux conséquences : ces pays ne pourront plus bénéficier de concours financiers de la BIDC et leurs ressortissants devront quitter les services de la Commission de la CEDEAO où ils apportaient d'importantes contributions. Ces pays restent membres de l'UEMOA. Les trois pays réexaminent les contrats miniers (pétrole, uranium, lithium, or, cuivre) signés avec des compagnies étrangères en espérant améliorer le partage des profits. En matière de défense, ils ont finalisé le départ des forces armées étrangères (notamment françaises). D'autres pays (Tchad, Sénégal, Côte d'Ivoire) ont aussi demandé ce retrait.

4/ En termes de sécurité et de souveraineté alimentaires, le déficit en produits alimentaires par habitant se creuse malgré de bonnes récoltes. La flambée des prix du cacao est une opportunité mais elle traduit des faiblesses. Selon le Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA) dans 14 pays de la région Sahel-Afrique de l'Ouest, les productions agricoles ont encore augmenté en 2024, sauf au Sénégal et au Libéria en raison des inondations (5 millions de personnes affectées). L'établissement des cultures pluviales a été perturbé par des périodes sèches en mai et juin, mais les pluies de juillet et août ont été bonnes. Dans les zones toujours théâtres de conflits (Liptako Gourma, Lac Tchad), les mises en culture, les déplacements des éleveurs et les marchés restent très perturbés. Malgré une inflation maîtrisée, les prix des aliments de base sont en hausse (+ 20%) par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Au Sahel central (Burkina Faso, Mali et Niger), une alimentation saine reste hors de portée pour environ 53% des ménages. La hausse des prix du bétail n'est pas suffisante pour améliorer les termes de l'échange pour les éleveurs. En décembre 2024, 34,8 millions de personnes étaient en précarité alimentaire. Le RPCA prédisait une aggravation au Mali, en Mauritanie, au Sénégal, au Tchad, au Niger, au Nigeria avec un total de 47,1 millions de personnes en situation de crise ou pire.

5/ 2024 est une année record pour le cacao. A New York, en décembre, un contrat de cacao a atteint 12636 USD/t. En cause, la baisse des rendements (météo défavorable et maladies), des stocks mondiaux historiquement bas et à la spéculation, dans la baisse de la production mondiale depuis 2020. Cette flambée des prix pourrait augmenter les recettes d'exportation des pays producteurs modulo la baisse des volumes exportés. Mais qu'en est-il des prix payés aux producteurs ? Après la chute brutale de 2017, les cours mondiaux oscillaient autour de 2 à 3 000 USD/t. Or pour assurer un revenu décent aux producteurs, un prix de 4 000 à 5 000 USD/T est nécessaire. Mais les mécanismes de fixation des prix en vigueur ne permettent pas pleinement la transmission de la hausse bord-champ. Les solutions contractuelles de long terme du commerce équitable, objet du Grain de sel n°87, sont en revanche confortées.



Photo©canva



6/. En 2024, la mobilisation des chercheurs, des politiques et des représentants d'OPA et ONG pour les transitions agroécologiques

s'est poursuivie. En avril, à Dakar, la 4ème édition de la Conférence Intensification Durable, rendez-vous scientifique de l'agroécologie en Afrique de l'Ouest, coorganisée par l'ISRA, le CIRAD, l'IPAR, et l'IRD, a traité des liens entre recherche et paysans. En octobre, à Abuja, 400 personnes ont participé au forum organisé par l'Alliance pour l'agroécologie en Afrique de l'Ouest (3AO) et *West Africa Organic Network*, en partenariat avec la CEDEAO et ActionAid Nigeria, sur le thème « Financer la transformation des systèmes alimentaires et nutritionnels durables pour la souveraineté alimentaire en Afrique de l'Ouest à travers l'agriculture biologique et l'agroécologie : quelles politiques, mécanismes et instruments ? ». En juillet, à Addis Abeba, la consultation régionale préparatoire au Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire (CIP) de Nyéléni, en Inde, a retenu de revendiquer des politiques qui favorisent les petits producteurs, l'agroécologie et les droits à la terre et à l'eau des groupes marginalisés, tels que les femmes, les jeunes et les communautés autochtones.

7/. Les politiques d'élevage ont été également activement discutées en AOC.

En juillet, la CEDEAO a adopté une nouvelle stratégie régionale pour renforcer les systèmes d'élevage et sécuriser les systèmes pastoraux en relevant quatre défis : (i) répondre à la demande en protéines animales sans dépendre des importations, (ii) réduire les émissions de GES et s'adapter au changement climatique, (iii) créer des emplois par l'élevage, (iv) prévenir les conflits et faire de l'élevage un facteur de paix et d'intégration régionale. En décembre, la Mauritanie a accueilli un Forum de haut niveau sur le pastoralisme « Nouakchott+10 » pour évaluer la Déclaration de 2013 et y donner une suite. La déclaration finale mentionne la nécessité de la mobilité du cheptel (transhumance, commercialisation) et les synergies entre agriculteurs, agro-éleveurs et pasteurs, notamment dans les pays côtiers et d'Afrique centrale (RCA, Cameroun, RDC).

8/. Les conférences des parties (COP) des trois conventions de Rio (Climat, Biodiversité, Désertification) qui se sont tenues en fin d'année 2024

ont permis de progresser sur quelques demandes des pays africains. A Cali (Colombie), l'Afrique du Sud et le Zimbabwe, au nom du groupe africain ont réclamé la création d'un fonds dédié à la biodiversité. A Bakou (Azerbaïdjan), contre le changement climatique, le financement aux pays en développement a été triplé. A Riyad (Arabie saoudite), plus de 12 Mds USD ont été promis pour combattre la désertification.

9/. Au niveau mondial, 2024 a été marqué par des évolutions rope) qui auront des conséquences pour l'Afrique.

Aux USA, le programme des Républicains fait craindre l'arrêt de projets soutenus par l'USAID, des investissements « transactionnels » dans les mines, la fin de l'AGO, une politique de visa plus restrictive, ... En Europe, la « souveraineté alimentaire » est invoqué pour obtenir des allègements d'obligations réglementaires sur les intrants de synthèse et des aides à l'exportation dans les produits animaux dont on sait les impacts négatifs sur les filières africaines. Le devoir de vigilance des entreprises commercialisant des produits importés en Europe a été différé (déforestation importée). Enfin, des pays (dont la France) réduisent drastiquement leur Aide Publique au Développement, certains la liant à leurs politiques migratoires.

10/. Enfin, en matière de gestion des connaissances,

raison d'être stratégique d'Inter-réseaux, 2024 a marqué une accélération de la multiplication, de la démocratisation, de la généralisation des outils de l'Intelligence Artificielle désormais accessibles à tous. Les « usages pour de justes causes » et les « dangers » de cette innovation méritent la plus grande attention.



Photo©canva

Inter-réseaux Développement rural en 2024



➔ La vision d'Inter-réseaux à l'horizon 2035

Dans 10 ans, **le renforcement des capacités de gestion de connaissances des acteurs du Développement Agricole et Rural en Afrique de l'Ouest et du Centre**, auquel Inter-réseaux aura contribué, leur aura permis de jouer un rôle déterminant dans la transformation des territoires ruraux et des filières agricoles pour un monde meilleur, dans lequel les exploitations agricoles familiales tiendront toujours une place centrale.

➔ La mission d'Inter-réseaux

Inter-réseaux renforce les capacités d'acteurs et actrices du Développement Agricole et Rural pour qu'ils s'approprient des outils et méthodes de gestion des connaissances en particulier dans les domaines suivants : veille informationnelle et stratégique, production collaborative et coédition de publications, valorisation des connaissances, documentation et capitalisation d'expériences, animation de débats et de mises en perspective.

IR propose une démarche d'**apprentissage par la pratique au travers de partenariats (avec des membres et des non-membres)** portant sur la production et la mise à disposition d'informations et de connaissances. Ces partenariats organisent des partages, des échanges, des dialogues ouverts entre des acteurs et actrices ayant des positions, visions différentes.

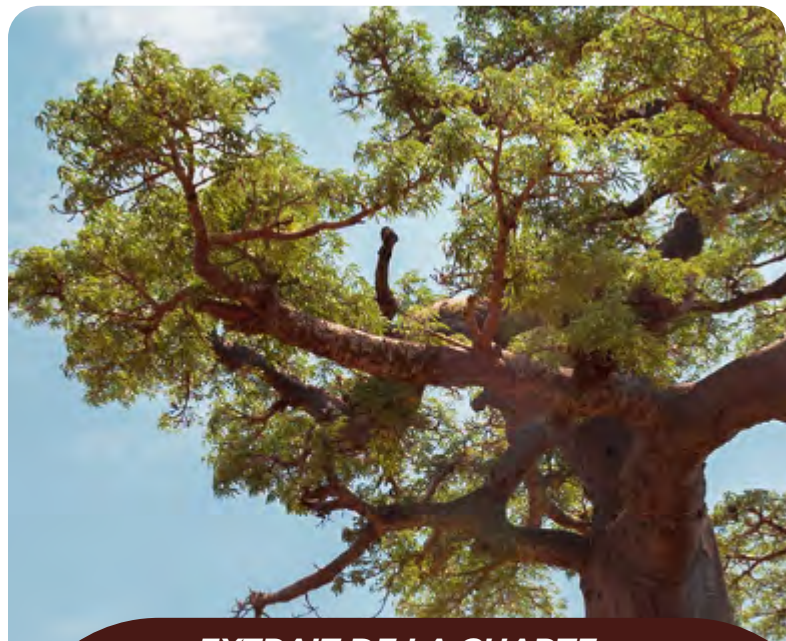
➔ Les axes d'orientation stratégique

Trois axes d'orientation stratégique ont été retenus :

- Gérer en réseau des informations et des connaissances sur le Développement Agricole et Rural ;
- Renforcer des acteurs du Développement Agricole et Rural dans la gestion des connaissances ;
- Renforcer la coordination entre les membres d'Inter-réseaux et élargir le réseau à de nouveaux partenaires.



[Cliquez sur l'image pour accéder à la version interactive du POS 2024-28](#)



EXTRAIT DE LA CHARTE D'INTER-RÉSEaux

Notre engagement dans le partenariat repose sur la conviction que les savoirs issus de nos expériences concrètes, proches du terrain et réalisées par les agricultrices, agriculteurs et les élèveuses, éleveurs, doivent être partagés, enrichis de l'expérience des autres et peuvent contribuer à éclairer les pratiques de chacun-e au service des communautés rurales du continent africain.

Au travers nos actions, la veille sur l'information, les échanges structurés de nos expériences et de mise en débat, nous souhaitons œuvrer, de façon concrète et engagée, à la réduction des inégalités d'accès aux savoirs et au partage d'informations avec les producteurs, productrices et leurs organisations pour renforcer mutuellement nos compétences et notre légitimité.



Un réseau au service des communautés rurales africaines

53 membres avec une diversité à l'image du public d'IR

En 2024, 53 membres présents dans 37 pays d'Afrique, dont 28 organisations et 25 membres individuels. Parmi les 28 organisations, 13 sont africaines.

7 organisations issues du monde agricole (organisations régionales de producteurs·trices et agri-agences), 19 organisations de développement agricole (associations, bureaux d'études, think tanks), 4 organisations de communication pour le développement (associations, agence de communication).

Le réseau représente plus de 20 millions de producteur·rice·s, plus de 60 000 militant·e·s ou membres indirects et plus de 2 800 professionnels du développement. Autant de personnes porteuses d'expériences et de savoirs à partager.

Inter-réseaux a été créée en 1996. Fin 2024, 86 numéros de la revue Grain de sel et 492 Bulletins de veille ont été publiés.

	Femmes	Hommes
Personnes représentant les organisations européennes	8	7
Personnes représentant les organisations africaines	4	9
Membres individuels européens	4	16
Membres individuels africains	0	5
TOTAL	16	37
	30%	70%

30% de femmes au sein du réseau

Sur ces 53 membres, organisations ou individus, Inter-réseaux compte **16 femmes** et **37 hommes**.

Quatre nouveaux membres au sein de l'AG



Fondée en 2013, SENS Bénin est une coopérative engagée dans la promotion de l'entrepreneuriat social et solidaire, principalement dans le secteur agricole et agroalimentaire. Œuvrant pour un impact social et environnemental positif, elle favorise le partage d'expériences et la mutualisation des connaissances. En tant que membre d'Inter-réseaux, SENS Bénin souhaite apporter sa contribution à la vie du réseau à travers le partage de retours d'expérience et de réflexions sur des thématiques clés telles que l'agroécologie, le conseil aux exploitations familiales et l'entrepreneuriat rural.



Créée en 2011, Experts-Solidaires est une association rassemblant un réseau de 97 experts engagés dans des domaines clés tels que l'eau, l'assainissement, l'agriculture, l'énergie et l'environnement. Active principalement en Afrique, elle mise sur le partage de compétences et la capitalisation des savoirs. En tant que membre d'Inter-réseaux, Experts-Solidaires veut contribuer aux échanges techniques, aux groupes de travail thématiques et au renforcement des connaissances dans le développement rural.



Benoît Lecomte, membre individuel d'Inter-réseaux, est expert en communication pour le développement, notamment sur les outils numériques et les réseaux sociaux, développés depuis 15 ans en Afrique de l'Ouest.

Ancien président de l'association GRAD et acteur engagé dans l'accompagnement des exploitations familiales, il a contribué à la valorisation des dynamiques paysannes et prévoit d'enrichir le réseau par le partage de ses expériences, la diffusion d'informations et l'appui aux initiatives de communication.



Henk Nugteren, membre individuel d'Inter-réseaux, est expert en économie rurale, politiques agricoles et foncières, ainsi qu'en pastoralisme. Ancien membre des comités d'édition et de relecture de plusieurs numéros spéciaux

sur le pastoralisme, il a activement contribué aux réflexions et au partage de connaissances au sein du réseau.

➔ Le bénévolat, une force d'IR

Au-delà de l'implication de son équipe permanente, de sa gouvernance, il est dans les gènes d'IR de mobiliser des personnes dans les moments de débats, de construction de publication, etc. Il est donc important de savoir que cette année, les bénévoles se sont mobilisés pour construire les débats en AG, pour préparer les bulletins de veille thématiques, les numéros de Grain de sel, relire des notes et capitalisations, etc. Si certains membres se sont impliqués, ce sont aussi des personnes, organisations proches d'IR sans en être membres qui ont apporté leur temps et leur savoir. Au total, c'est à nouveau près d'une centaine de personnes qui se sont mobilisées sur l'année 2024 pour faire vivre l'esprit «Inter-réseaux».

Inter-réseaux est également membre de la Cité du Développement Durable, association basée sur le site du Campus d'agronomie tropical - René Dumont à Nogent-sur-Marne (France). Elle regroupe des acteurs mobilisés sur le développement durable, en particulier dans les pays du Sud : ce sont des ONG, des structures de recherche et d'enseignement supérieur, des bureaux d'études et l'AFD.



➔ Organisation et fonctionnement de l'équipe technique

Au 31 décembre 2024, l'Equipe technique est organisée comme suit :

À Nogent-sur-Marne, France

- Christophe Jacqmin – Directeur
- Sylvie Lopy – Assistante de Direction
- Emilie Langlade – Coordinatrice de la revue *Grain de sel*

À Ouagadougou, Burkina-Faso

- Laurent Quenum – Chargé de mission, animateur réseau
- Marie-Joséphine Ouédraogo – Chargée de communication
- Alida Ouoba – Assistante logistique et financière

À Cotonou, Bénin

- Yvon Saroumi – Chargé de mission, animateur réseau

À Montpellier, France

- Éric Bernard – Représentant Afrique de l'Ouest et du Centre
- Léa Dehorter - Appui à mi-temps sur la veille

➔ Conseil d'administration

GOUVERNANCE ET FONCTIONNEMENT

Les orientations d'Inter-réseaux Développement rural sont définies par l'Assemblée générale qui se réunit une fois par an. Elle définit également les sujets prioritaires sur lesquels Inter-réseaux se concentre dans le cadre de ses différentes activités.

A l'issue de l'Assemblée Générale du 3 et 4 juillet 2024, le Conseil d'Administration, composé de 10 personnes élues pour trois ans, a été renouvelé pour partie. Il est composé de :

Collège des organisations membres

- INADES Formation, représenté par Sena Adessou, qui est président d'Inter-réseaux.
- Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement (Iram) représenté par Damien Halley des Fontaines, secrétaire général.
- Jade Productions, représenté par Souleymane Ouattara.
- LARES, représenté par Farida Aboudou.
- RBM, représenté par Blamah Jalloh.
- Réseau International FAR, représenté par Audrey Depigny Sirvente.
- Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles d'Afrique de l'Ouest (Roppa) représenté par Assimarou Gnassingbé.
- SOS Faim Luxembourg représenté par Raymond Weber.

Collège des membres individuels

- Liora Stührenberg.
- Jean-Luc François, Trésorier.

➔ Un séminaire d'équipe au Bénin en janvier 2024

Les séminaires d'équipe sont des moments privilégiés d'échanges pour l'équipe technique et représentent une occasion de réfléchir ensemble à des sujets stratégiques, opérationnels ou organisationnels.

Du 22 au 26 janvier, l'ensemble de l'équipe technique d'Inter-réseaux s'est réunie pour son séminaire annuel à la ferme SAIN, à Adjohoun au Bénin, pour une retraite fructueuse et saine dans cette belle ferme agroécologique. Le contenu du séminaire d'équipe portait cette année sur le passage en revue détaillé du programme triennal 2024-2026, en s'appuyant sur le Plan d'Orientation Stratégique 2024-2028 qui a été validé en ce début d'année par les membres de l'AG d'IR. Trois jours d'intenses réflexions qui ont porté leurs fruits pour mettre en œuvre et assurer le suivi de ce nouveau triennal.

Les séminaires d'équipe sont également l'occasion de se réunir. En marge des travaux, un dîner convivial avec les membres et les partenaires présents sur place s'est tenu en fin de semaine à Cotonou.

➔ Une équipe présente sur 4 sites

Depuis avril 2023, l'équipe est répartie dans quatre villes. Si le siège de l'association reste à Nogent sur Marne et si Ouagadougou est toujours le bureau régional Afrique de l'Ouest et du Centre, un chargé de mission, Yvon Saroumi, était basé à Cotonou dans les locaux du Larès (plusieurs membres individuels sont aussi basés au Bénin) et Eric Bernard ainsi que Léa Dehorter sont localisés à Montpellier, ville où se trouvent plusieurs membres d'IR (Iram, RiFAR, Com4Dev, Experts Solidaires ainsi qu'un membre individuel).

Si cette évolution est une conséquence de la situation sécuritaire complexe, cela matérialise aussi la volonté de se rapprocher des membres et partenaires potentiels.



Séminaire d'équipe 2024



Quelques faits marquants pour IR en 2024

Décembre

Atelier cantine au Togo

Mission terrain au Togo dans le cadre de l'étude de capitalisation transversale du PAE

Novembre

Webdoc Nouakchott+10

Participation au premier forum sur l'agroécologie dans le bassin du Congo, à l'initiative du SAILD, à Yaoundé



Octobre

Participation à la 2ème édition du Forum régional sur l'Agroécologie et l'Agriculture biologique en Afrique de l'Ouest.

Septembre

GdS 86 «Renforcer le dialogue science-politique pour des systèmes alimentaires durables» avec l'IPAR + campagne de promotion/diffusion RS

Participation au séminaire international "Genre et FAR" organisé par le réseau FAR à Abidjan pour la réalisation d'un webdocumentaire sur la question



Juillet

Assemblée générale (3 et 4)

Synthèse N° 36 sur "L'agriculture contractuelle : un partenariat gagnant-gagnant entre agriculture familiale et entreprises ? Le cas du Burkina Faso"

27 mai-6 juin

Atelier de clôture du projet ACOTAF en Guinée

Mars

Présence à Bilbao pour la VIII^e Conférence Mondiale sur l'Agriculture Familiale organisée par le Forum rural mondial

GdS 85 «Sur la piste des transitions agroécologiques» avec l'IRAM + campagne de promotion/diffusion RS

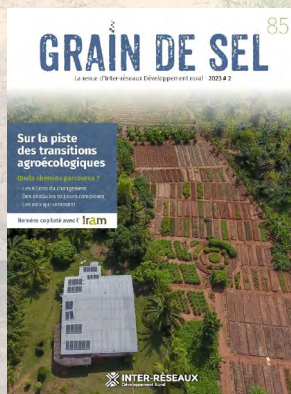
Mission terrain au Togo dans le cadre de l'étude de capitalisation ZAPB

Février

Validation du financement d'IR par l'AFD pour 2024-2026

Janvier

Séminaire d'équipe au Bénin



01

CAPITALISER POUR RENFORCER SES CAPACITÉS

Inter-réseaux met à disposition de ses membres et partenaires ses compétences et savoir-faire en matière de gestion des connaissances et de capitalisation. Pour cela, Inter-réseaux est associé à un certain nombre d'initiatives, de programmes et projets portés par ses membres ou partenaires et pour lesquels capitalisation et gestion de l'information sont planifiées. Inter-réseaux accompagne des processus de capitalisation avec comme objectif de renforcer les capacités de ses membres dans ce domaine. En outre, Inter-réseaux appuie ses membres dans la production et la valorisation de contenus.

Consommer local - Pafao

Dispositif “animation pays” autour du Consommer Local - Cantines scolaires approvisionnées en circuits courts en Afrique de l’Ouest



Photo de famille des participants à l'atelier régional de Lomé

En 2024, dans le cadre du dispositif « Animation-pays », Inter-réseaux, avec l'appui de la Coordination Togolaise des Organisations Paysannes et de producteurs agricoles (CTOP), a organisé le 3ème atelier régional de travail sur l'approvisionnement des cantines scolaires en produits locaux. Cet atelier, qui s'est tenu à Lomé les 12 et 13 décembre 2024, visait à renforcer le rôle et la place des producteurs et de leurs organisations dans l'approvisionnement des cantines scolaires au Togo. Dans la continuité des éditions précédentes (Dakar en 2021 et Cotonou en 2022), cette rencontre a réuni des participants de plusieurs pays : le Bénin, le Burkina Faso, le Togo et le Sénégal, déjà impliqués dans la dynamique ; le Ghana, en cours d'intégration ; ainsi que la France, avec notamment des membres du réseau PAFAO.

Par ailleurs, Inter-réseaux a pris part à d'autres initiatives liées à la question de l'alimentation scolaire, notamment

l'atelier « Écriture de narratifs nationaux dans le domaine de l'alimentation scolaire », organisé en janvier 2024 à Cotonou par l'Institut Agro Montpellier. Cet atelier s'inscrit dans une initiative plus large portée par le Consortium de recherche pour la santé et la nutrition en milieu scolaire, lancé en 2021 pour fournir des recommandations fondées sur des données probantes aux 90 États membres de la Coalition pour l'alimentation scolaire. À l'issue de cet atelier, Inter-réseaux a contribué à la rédaction d'une étude de cas sur l'alimentation scolaire au Bénin, en collaboration avec diverses personnes de ressources dont des enseignants-chercheurs du Bénin qui travaillent sur la question de l'alimentation scolaire. Ce document, publié en septembre 2024, est disponible sur le site du Consortium via le lien suivant : <https://researchonline.lshtm.ac.uk/id/eprint/4672261/>.

Accompagnement capitalisation TRIAS



Inter-réseaux accompagne depuis 2021 TRIAS dans un processus de capitalisation au fil de l'eau visant à valoriser les résultats et bonnes pratiques issues de la mise en oeuvre du projet “Pour la justice sociale en Guinée et au Burkina Faso, sous l'impulsion de l'entrepreneuriat familial inclusif et durable dans le monde”. Cet accompagnement couvrant la période 2022-2026 vise essentiellement l'internalisation progressive par TRIAS d'un dispositif de capitalisation continu au sein de

l'organisation. Corrélativement, il s'agit aussi, à travers cet appui, d' :

- Accompagner l'identification des thématiques à capitaliser ;
- Accompagner l'élaboration d'un guide de capitalisation propre à TRIAS ;
- Accompagner la liaison du dispositif de capitalisation avec le dispositif régional de suivi-évaluation.

Au cours de l'année 2024, il a été essentiellement question de doter les équipes opérationnelles de la Guinée et du Burkina Faso en ressources techniques en matière de conduite d'entretiens et de construction d'outils de collecte de données. Pour ce faire, la séance de cadrage organisée au mois de mars a été aussitôt suivie d'un processus participatif d'identification et de validation des thématiques /expériences de capitalisation. Celles-ci se déclinent selon les grands axes du projet, comme suit :

- **Axe changements climatiques** (Renforcement de la résilience des OM face au changement climatique : implémentation de l'Outil BR 1&2 de AGRICORD ;
- **Axe accès aux marchés** (Le processus de facilitation de l'accès au marché des membres des Organisations de Membres (OM) ;
- **Axe accès aux mécanismes alternatifs de financement** (Accès des entrepreneurs au financement inclusif à travers les outils GVEC, SCM, AGRIFIN).

Les jalons ont ainsi été posés pour la phase de collecte de données démarrée effectivement au mois d'octobre 2024 et dont les premiers résultats sont attendus courant premier trimestre 2025. En attendant, l'autre chantier important de l'année 2024 relatif à la réflexion autour du lien entre le suivi-évaluation et la capitalisation est amorcé. Des échanges formels entre les responsables de TRIAS et d'IR ont permis de défricher le terrain et d'examiner les principaux contenus et centres d'intérêt à développer ainsi que la démarche à emprunter.

En termes d'acquis pour l'année 2024, sont à noter : a) la tenue effective d'au moins une réunion de travail mensuellement ; b) la validation concertée des thématiques / expériences à capitaliser ; c) la disponibilité des outils de collecte de données ; d) la mise en route de la phase opérationnelle de collecte de données pour l'ensemble des trois thématiques ; e) la production d'un document d'orientation de la réflexion sur le lien entre suivi-évaluation et capitalisation.

Les supports ci-dessous permettent de reconstituer le bilan des actions menées au cours des douze derniers mois de la mission d'accompagnement de Inter-réseaux :

- **Agenda actualisé du processus de capitalisation pour l'année 2024 ;**
- **Liste des thématiques de capitalisation ;**
- **Support de l'atelier de cadrage ;**
- **Support de l'atelier de partage formatif sur la conduite d'entretiens ;**
- **Trois guides d'entretien pour l'ensemble des thématiques de capitalisation ;**
- **Un document d'orientation de la réflexion sur le lien entre suivi-évaluation et capitalisation.**



Appui à l'ARAA en matière de capitalisation/étude

Etude ZAPB au Togo en collaboration avec le Lares



En 2024, Inter-réseaux, en partenariat avec plusieurs de ses membres, a mené diverses initiatives de production et de gestion des connaissances, notamment à travers des processus de capitalisation d'expériences en Afrique de l'Ouest. Parmi celles-ci, figure l'étude de capitalisation des Zones d'Aménagement pour la Production Bovine (ZAPB) au Togo, réalisée dans le cadre du développement des filières animales.

Commanditée par la CEDEAO via l'ARAA et la Direction de l'Élevage du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et du Développement Rural (MAEDR) du Togo, avec l'appui de l'AFD, cette étude visait à établir un diagnostic objectif des ZAPB afin d'en tirer des enseignements pour la formulation du PRODEFA. Plus précisément, elle avait pour objectifs de :

- Analyser la mise en œuvre des zones pilotes au Togo en s'appuyant sur la documentation existante et sur des expériences similaires dans la sous-région ;
- Réaliser une analyse SWOT (forces, faiblesses, opportunités, menaces) de la démarche ZAPB à partir de la documentation et d'entretiens ciblés ;
- Évaluer les enjeux sociaux et environnementaux, et proposer des mesures d'atténuation des risques et examiner les conditions de reproductibilité du modèle sur la base d'une analyse documentaire et d'entretiens avec des acteurs clés ;
- Formuler des recommandations pour intégrer efficacement les ZAPB dans la stratégie nationale de développement de l'élevage.

Les travaux conduits par Inter-réseaux dans le cadre de cette mission, ont combiné une revue de littérature, une mission de terrain au Togo notamment à Lomé et dans la région des Plateaux pour la collecte des données et des observations directes, ainsi que l'analyse et la rédaction

du rapport de capitalisation. Les principaux résultats ont été présentés lors d'un mini-atelier organisé par la CEDEAO avec la participation de l'AFD et d'autres parties prenantes. Le rapport final, enrichi des contributions de la CEDEAO, de l'AFD et de la Direction de l'Élevage, a été transmis aux commanditaires en juin 2024



Etude de capitalisation transversale du PAE



Dans cette même dynamique, Inter-réseaux, aux côtés de ses membres Gret et Lares, a été mobilisé par l'ARAA pour conduire l'étude de capitalisation transversale du Programme Agroécologie en Afrique de l'Ouest (PAE). Cette mission poursuit deux objectifs principaux :

Valoriser et partager les expériences, actions et innovations développées dans le cadre du programme, qu'elles soient techniques, méthodologiques ou organisationnelles. Il s'agit d'en tirer des enseignements sur les résultats et impacts, les processus de mise en œuvre, ainsi que les conditions favorables ou limitantes pour leur développement et leur pérennisation.

Contribuer au plaidoyer en faveur de l'agroécologie dans les politiques régionales et nationales (notamment PRIASAN et PNIASAN), en identifiant les mesures incitatives susceptibles d'être mises en place.

En lien avec ces objectifs, Inter-réseaux a mené ou contribué à plusieurs activités dans le cadre de ce processus de capitalisation, notamment : i) un inventaire des travaux de capitalisation existants sur l'agroécologie et les thématiques couvertes par l'étude ; ii) la collecte de données via des entretiens et des missions de terrain pour alimenter les phases exploratoires et analytiques

de l'étude ; iii) la rédaction des rapports exploratoires et d'analyse de l'étude.

Le processus de capitalisation transversale du PAE se poursuivra en 2025 avec l'élaboration des produits de capitalisation, incluant un rapport d'analyse et des notes thématiques, qui seront débattus lors de l'atelier final du PAE. Inter-réseaux est également chargé de définir la stratégie de diffusion de ces productions.

Il convient de souligner qu'Inter-réseaux a pris part, en octobre 2024 à Abuja (Nigéria), à la 2ème édition du Forum régional de l'agroécologie et de l'agriculture biologique en Afrique de l'Ouest. Cette participation s'inscrit en partie dans le cadre de la capitalisation transversale du PAE. L'événement a été une opportunité pour échanger avec divers acteurs engagés dans l'agroécologie et l'agriculture biologique en Afrique de l'Ouest et enrichir le processus de capitalisation. Inter-réseaux a également animé un panel sur « Le rôle des jeunes et des femmes dans l'agroécologie : quelles stratégies et approches d'accompagnement ? », contribuant ainsi à la réflexion collective sur le sujet.



En 2024, le Projet Prolait est entré dans une phase d'activation avec la formalisation de la convention de partenariat entre le ROPPA et Inter-réseaux ayant pour objet le « soutien au développement des actions de capitalisation et de renforcement mutuel dans le cadre du Projet d'appui à la mise à l'échelle des unités économiques paysannes du lait ». Ce projet a pour ambition de soutenir et renforcer des initiatives existantes des jeunes et des femmes dans les chaînes de valeur de la filière lait local par une par une action pilote. Aussi devrait-elle permettre de tirer des enseignements et un modèle économique à promouvoir dans le cadre des politiques, stratégies et programmes publics et dans le cadre des services développés par les OP.

Le soutien attendu d'Inter-réseaux s'est manifesté par sa participation aux travaux de l'atelier de lancement du Projet, le 10 juin 2024 qui a permis d'harmoniser entre acteurs de mise en œuvre, la compréhension des approches et actions de capitalisation à développer. Dans cette même perspective, Inter-réseaux a été partie prenante des réflexions ayant marqué l'atelier sur l'alimentation du bétail et la commercialisation du lait local organisé par le ROPPA le 25 octobre 2024, en marge des « 72 heures du lait local » au Burkina Faso.

La contribution d'IR (par la voix du RESCAR-AOC) s'est traduite notamment par la présentation d'une communication portant sur un retour d'expériences du projet « SustainSahel » valorisant « l'utilisation et la protection synergiques des ressources naturelles pour les moyens d'existence ruraux grâce à l'intégration systématique des cultures, des arbustes et du bétail au Sahel ». Les connaissances ainsi partagées par IR vont dans le sens d'un encouragement des acteurs à l'intégration des arbres, des cultures et du bétail. L'alimentation des animaux avec les résidus de cultures et les ligneux fourragers du champ ainsi que le retour des déjections animales au champ après compostage font partie des pistes suggérées.



02

DÉBATTRE ET PRODUIRE DE NOUVELLES CONNAISSANCES

Cet axe, comme le suivant, participe à la mission d'information collective d'Inter-réseaux. L'animation de cycles thématiques d'échanges, la réalisation de publications participatives en collaboration étroite avec les membres et partenaires (Grain de Sel, Synthèse d'Inter-réseaux, Bulletins de veille spéciaux) contribue grâce aux partages d'informations et d'expériences à la production de nouvelles connaissances.



IR s'est mobilisé sur la question du conseil agricole dans le cadre du projet ACOTAF. Ce projet a pour objet de renforcer le conseil agricole pour Accompagner les Transitions agroécologiques de l'Agriculture Familiale en Afrique sub-saharienne. Il est mené en consortium avec le Rescar-AOC (Réseau des Services de Conseil Agricole et Rural d'Afrique de l'Ouest et du Centre) et l'Iram sous la direction du CIRAD et financé par le Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères français depuis 2021.

En 2024, les actions ont été placées sous le signe du partage des connaissances avec un focus constant sur les enjeux de promotion d'un conseil agricole sensible à l'agroécologie. Une base de ressources documentaires issues de la publication de 5 études pays (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée et Niger) et d'une étude transnationale a permis d'alimenter les échanges et les réflexions entre différents partenaires. Cela a fourni de la matière pour l'animation en janvier 2024 de journées de partage et d'apprentissages croisés sur la place du conseil dans la transition agroécologique en Afrique de l'Ouest. Plusieurs autres aspects spécifiques ont également alimenté les échanges à l'occasion de ces journées où il a été abondamment question de a) la prise en compte du genre dans le conseil en agroécologie ; b) l'agroécologisation du conseil agricole en Afrique de l'Ouest et c) la customisation de l'agroécologie pour le conseil agricole à travers un essai de profilage et de caractérisation des attitudes des conseillers agricoles en agroécologie.

Dans la même dynamique d'accompagnement des transitions agroécologiques, le projet a organisé en avril (au niveau régional) et en août (au niveau national), deux ateliers sur "l'évaluation des méthodes et outils du Conseil agricole en Afrique de l'Ouest et du Centre". Inter-réseaux a participé à ces différentes sessions de travail et dont celle centrée sur le Burkina Faso conduite par le RESCAR-AOC, a débouché sur la sélection de deux méthodes et de deux outils choisis parmi les plus innovants. En

l'occurrence, la e-vulgarisation : cas de la méthode radiophonique et Conseil à l'Exploitation Familiale (CEF) pour les méthodes et le Groupe Whats'App et le Centre d'appel : **Service 3-2-1** ; Garbal/SNV pour les outils.

Il est à noter que l'année 2024 a marqué la fin du projet effectivement intervenu au mois de novembre. Les acquis et enseignements des quatre années de mise en œuvre du projet ont été revisités à travers un atelier de clôture tenu du 27 mai au 05 juin à Kindia (Guinée), qui fut très riche en contenus thématiques et en mutualisation d'expériences. Les communications présentées par des techniciens et acteurs de terrain venus des cinq pays impliqués ont permis de poser un regard exhaustif et croisé sur des questions aussi cruciales que les Champs-écoles paysans (CEP), les approches d'accompagnement des producteurs en agroécologie, les stratégies de prise en compte de l'agroécologie dans les dispositifs de conseil agricole, le processus de substitution / remplacement des intrants chimiques de synthèse, la coexistence de l'agriculture conventionnelle et de l'agroécologie au sein des Exploitations Familiales, le genre dans le conseil en agroécologie.

Du projet ACOTAF, l'on retient les bonnes pratiques en termes d'approches et de résultats engrangés sur le chantier de l'accompagnement des transitions agroécologiques des exploitations familiales de l'Afrique subsaharienne. Le projet n'a pas manqué de laisser des traces et une mémoire vivante grâce à la production de plusieurs supports de valorisation disponibles à des fins de partage et de large diffusion.

Souveraineté alimentaire

Ce sujet est apparu lors de l'AG annuelle d'Inter-réseaux en juillet 2024 à la demande de nos membres, qui ont souhaité une production d'IR sur cette thématique qui puisse accompagner les activités des organisations membres et peser dans le débat.

GRAIN DE SEL

Nous avons décidé d'y consacrer un numéro double de GDS en 2025, réalisé en partenariat avec Inades Formation, qui permettra de donner des arguments solides afin d'alimenter les échanges et la réflexion.

L'idée est de solliciter une quinzaine d'expert.es et d'organisations sur le sujet pour de grands entretiens

audios de 10 à 12 minutes en format podcast ainsi que les 28 organisations d'Inter-réseaux pour un positionnement et partage audio autour de ce sujet (en format plus court pour chaque organisation qui souhaite répondre). Pour innover, nous proposons de transformer le GDS de 40 pages en un format audio/livret papier. Le livret résumera les repères, le cadrage et les enjeux autour du sujet et présentera via des citations, photos et textes courts les positions et profils des expert.es sollicité.es, avec un QR code en face de chacun.e pour accéder au contenu audio.

En plus d'activer le débat général comme dans un GDS classique, le fait d'aller solliciter les organisations membres d'Inter-réseaux offrira une production commune et renforcera la visibilité du réseau.

Gestion des connaissances au coeur des activités d'IR en 2024



La gestion des connaissances occupe une place centrale dans le Plan d'Orientation Stratégique d'Inter-réseaux, car elle constitue un levier essentiel pour renforcer la collaboration entre les acteurs, valoriser les savoirs existants et accompagner les dynamiques de changement

dans le domaine du développement rural. Cette priorité a été concrétisée en 2024 à travers plusieurs événements et initiatives impliquant les membres et partenaires de l'organisation.

Une session spécifique lors de l'AG 2024

L'Assemblée Générale 2024 a consacré une session entièrement dédiée à la gestion des connaissances. Cette rencontre a été marquée par des présentations enrichissantes des expériences menées par Afdi, l'IPAR et le RECA Niger. Ces interventions ont été suivies d'échanges

interactifs avec les membres, permettant de mettre en lumière les bonnes pratiques et les défis liés à la gestion des connaissances au sein des différents contextes opérationnels.

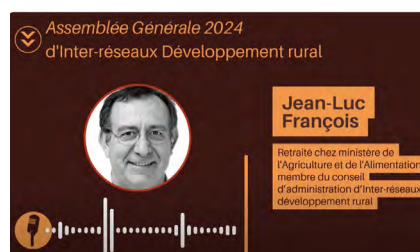
Valorisation de la session thématique de l'AG

En 2023, plusieurs mouvements paysans ont émergé en Europe, motivés par des enjeux variés. Quelles sont les raisons, et quelles répercussions sur la Politique Agricole Commune (PAC), qui encadre les pratiques agricoles et soutient les agriculteurs européens ?

L'impact de la PAC sur les économies africaines, comme la filière lait, ainsi que les défis liés à la déforestation, au travail des enfants, aux pesticides interdits et aux Accords de Partenariat Économique (APE), soulèvent des questions majeures.

Ces dynamiques révèlent des convergences politiques croissantes entre l'Europe et l'Afrique. Lors de l'assemblée générale, quatre responsables paysans d'Europe et d'Afrique, ainsi que le Directeur de l'agriculture de la CEDEAO, Alain Sy Traoré, ont partagé leurs analyses croisées pour ouvrir la discussion.

Introduction de Jean-Luc François, membre du conseil d'administration d'IR : **Jean-Luc François** aborde les interactions entre les politiques agricoles africaines et européennes, l'impact des mobilisations paysannes sur les élections (notamment en Inde et en France), et les effets de la Politique Agricole Commune (PAC) sur les économies africaines, avec un focus sur les défis actuels comme la déforestation, les APE et les transitions agricoles.



Sophie Fonquernie, agricultrice dans le Doubs, et présidente d'AFDI : Sophie explique les différentes mobilisations et contestations paysannes en Europe, et particulièrement en France, liées à la lassitude face aux contraintes réglementaires et à la distorsion de la concurrence, notamment avec les pays en développement. Elle souligne la nécessité de politiques agricoles intégrées, de soutien aux femmes et aux jeunes, et d'alliances entre organisations paysannes pour défendre la souveraineté alimentaire et la dignité des agriculteurs.



Philippe Collin, agriculteur en bio dans l'Yonne (France) : Philippe Collin analyse les mouvements paysans en Europe, en les replaçant dans le contexte historique des politiques agricoles depuis les accords de l'OMC de 1994. Il pointe les causes récentes telles que l'inflation, les normes inégales entre producteurs européens et extra-européens, et la concurrence de l'Ukraine, tout en reflétant la nécessité d'humilité face aux erreurs des politiques agricoles européennes et l'importance des mouvements paysans pour défendre des causes justes.



Mamadou Cissokho, Président d'honneur du Roppa : Mamadou Cissokho aborde la disparition du terme «paysan», l'impact des politiques agricoles coloniales et postcoloniales sur les agriculteurs africains, les défis liés aux aléas climatiques, et la naissance des mouvements paysans africains face aux importations européennes, tout en manifestant la nécessité d'un

dialogue avec les organisations européennes aujourd'hui confrontées à des défis similaires.



Lionel Guezodje, agriculteur au Bénin, secrétaire général du ROAC : Lionel Guezodje souligne les défis communs aux agriculteurs du monde entier, la nécessité d'une solidarité internationale, la promotion d'une souveraineté alimentaire définie collectivement, et critique les normes commerciales imposées aux producteurs africains, illustrées par l'exemple de l'ananas béninois.



Alain Sy Traoré, Directeur Agriculture, et développement rural de la commission de la CEDEAO : Alain Sy Traoré aborde les enjeux de la révision des politiques agricoles en Afrique de l'Ouest, les relations avec l'Union Européenne sur les pesticides, les accords commerciaux, l'agroécologie, les OGM, le pastoralisme, et l'importance d'impliquer la jeunesse pour renforcer la résilience et la souveraineté alimentaire.



Intervention à Bruxelles avec l'équipe d'Humundi

En octobre, Inter-réseaux a eu l'opportunité d'intervenir à Bruxelles lors d'une séance spéciale organisée avec l'équipe d'Humundi. Cette session a permis d'approfondir les thématiques liées à la gestion des connaissances et de partager des expériences concrètes

avec des professionnels issus de l'ensemble des pays d'intervention d'Humundi. Les discussions ont été régulièrement ponctuées de retours d'expériences très concrets.

Première édition du forum sur l'agroécologie dans le bassin du Congo

En novembre, le **premier forum sur l'agroécologie dans le bassin du Congo**, organisé à Yaoundé par le SAILD, a vu la participation d'Inter-réseaux. Cet événement a réuni une assistance nombreuse et diversifiée, incluant des représentants d'institutions locales, d'ONG internationales, de chercheurs et de praticiens, témoignant de l'intérêt grandissant pour les thématiques liées à l'agroécologie. Lors de ce forum, Inter-réseaux a animé une intervention

axée sur les synergies entre gestion des connaissances et développement de l'agroécologie, mettant en avant l'importance de structurer les savoirs pour soutenir les transitions agroécologiques dans la région.



Ces différentes activités illustrent l'engagement d'Inter-réseaux à promouvoir et renforcer la gestion des connaissances comme levier de développement collectif et de transformation durable. Pour l'avenir, Inter-réseaux ambitionne d'affiner son plaidoyer pour la gestion des connaissances, de consolider les capacités de ses

membres à travers des appuis ciblés, et de multiplier les initiatives favorisant la co-création et le partage de connaissances pour accompagner les dynamiques de changement.

03

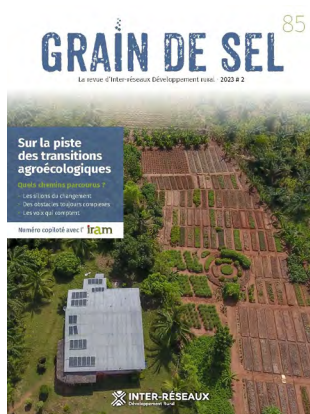
DIFFUSER L'INFORMATION POUR PARTAGER LE SAVOIR

Par des outils et des démarches variées, IR contribue à briser les barrières informationnelles et à faciliter l'échange de savoirs. Des stratégies de communication efficaces font du partage de l'information une force transformatrice et un levier de renforcement et d'autonomisation des acteurs du développement agricole et rural.

Grain de sel

Grain de sel n°85 : conçu en partenariat avec l'Iram, le GDS n°85 « Sur la piste des transitions agroécologiques : quels chemins parcourus ? » a été publié en mars 2024. Ce partenariat autour des transitions agroécologiques a permis à Inter-réseaux de poursuivre les débats ouverts dans le Grain de sel n°63 paru il y a tout juste 10 ans, et à l'Iram de valoriser et de prolonger les réflexions de sa journée d'études de 2023 sur l'accompagnement des transitions agroécologiques.

Ce partenariat a permis à Inter-réseaux de se rapprocher d'un de ses membres et de bénéficier de son expertise thématique et pour l'Iram, cela a permis de collaborer de près avec d'autres membres de l'association, de bénéficier de l'expertise d'IR en matière de gestion de projet éditorial et de toucher un public plus large en Afrique et en Europe. La grande campagne de communication autour de ce GDS, une première sur nos réseaux sociaux pour mettre en valeur cette publication, a généré 43 043 vues sur LinkedIn (+15% d'abonnés) et 124 500 vues sur Facebook. Le format vidéo a particulièrement bien fonctionné avec un impact notable sur nos abonnés YouTube.



Grain de sel n°86 : réalisé en partenariat avec Ipar Think Tank, dont le focus est la production d'évidences scientifiques pour éclairer les décisions politiques, ce GDS publié en septembre 2024 s'intéresse à la façon dont la recherche peut aider à combler l'écart entre les pratiques agricoles innovantes et les politiques agricoles et alimentaires en renforçant son dialogue avec les politiques.

Inter-réseaux s'est de nouveau associé à l'un de ses membres pour la co-réalisation de sa revue. Ce partenariat autour du dialogue science-politique pour des systèmes alimentaires durables avec l'Ipar permet aux deux organismes de poursuivre leur mission de gestion des connaissances et d'invitation au débat, au dialogue et à la réflexion.

Notre campagne de communication a permis de partager 18 articles publiés sur LinkedIn et 6 articles sur Facebook, générant 31 44 vues sur LinkedIn (+300 nouveaux abonnés) et 3 347 vues sur Facebook (+50 nouveaux abonnés).

Au-delà de sa mission de production et de valorisation de connaissances, GDS est un outil majeur d'animation du réseau, même si une grande partie de la valeur ajoutée du processus reste invisible : l'animation du groupe de travail, ses réflexions et débats, le travail collectif de commentaires et de relectures des articles par le comité de rédaction avec l'implication de nos membres. Le processus éditorial en lui-même est l'occasion de partager à la fois les outils de travail, le temps et les responsabilités d'animation avec notre membre partenaire.



Synthèse et bulletins de veille thématique

Bulletin de veille thématique n°477 : Entrepreneurat inclusif et durable. Ce bulletin de veille thématique réalisé en partenariat avec Enabel et publié en avril 2024 propose de nourrir la réflexion en partageant un panorama de capitalisations d'expériences conduites par l'Agence belge de développement Enabel dans la région Centre-Est du Burkina Faso de 2019 à 2023. Inter-réseaux a appuyé ce processus de capitalisation, en accompagnant et en renforçant les capacités de l'équipe de l'intervention Entrepreneurat en matière de capitalisation.

La Synthèse n°36 : L'agriculture contractuelle : un partenariat gagnant-gagnant entre agriculture familiale et entreprises ? Le cas du Burkina Faso. Cette synthèse publiée en juillet 2024 a été rédigée par Nadège Benoit-Tiendreogo et Marc Mees de façon collaborative et grâce à de nombreux échanges et débats, avec les contributions de Jean-Luc François (Inter-réseaux), Marie Hur (consultante), et Christophe Jacqmin (Inter-réseaux). La collecte des données a été possible en particulier grâce à l'appui du Fond international de développement agricole (FIDA) et du Ministère français de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire.

Bulletin de veille thématique n°482 : Artisanat minier et développement rural : un filon à risques ? Ce bulletin de veille thématique a été réalisé en partenariat avec l'Iram en amont de la journée d'études organisée par l'Iram et l'UMR PRODIG en juin 2024. Le développement de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle soulève des questions qui recoupent de nombreux sujets, interconnectés, en matière de développement rural : insertion professionnelle des jeunes, rapports de genre, enjeux de mobilités, accès au financement en milieu rural, enjeux de gouvernance et décentralisation, enjeux environnementaux... Il a été coordonné par Najma El-Bakkali (IRAM), Robin Petit-Roulet (PRODIG) et Liora Stührenberg (IRAM) avec l'appui de Raphaëlle Chevrillon-

Guibert (PRODIG), François Doligez (IRAM), Géraud Magrin (PRODIG) et Raphaël Ouaiss (IRAM).



La veille informationnelle

Sur le site web, 664 nouvelles ressources ont été relayées en 2024 sur des thèmes et des espaces extrêmement variés, reflétant la diversité des enjeux du développement agricole et rural. Les thématiques couvrent des sujets allant de la sécurité alimentaire et nutritionnelle aux systèmes alimentaires, en passant par le pastoralisme, la gestion des sols et de la fertilité, ou encore la recherche et l'engagement des jeunes. L'apparition de nouveaux mots-clés comme "gestion des connaissances" traduit la volonté d'Inter-réseaux de mieux structurer et diffuser les savoirs, en cohérence avec sa mission de partage d'informations et de mise en réseau des acteurs du développement.

En termes d'espaces, les ressources concernent une large diversité de territoires. Si l'Afrique de l'Ouest reste la zone la plus documentée, une progression notable est observée pour l'Afrique centrale, avec une augmentation des références à des pays comme le Cameroun, la République démocratique du Congo, le Tchad ou encore le Gabon. Cette évolution témoigne d'un élargissement de la couverture géographique du site et d'un intérêt renforcé pour les dynamiques agricoles et rurales de cette région. Toutefois, des marges d'amélioration subsistent, et nous continuerons à renforcer la prise en compte de l'Afrique centrale afin de mieux refléter les enjeux spécifiques de cette zone.

Ces ressources ont fait l'objet, pour une partie d'entre elles, de diffusion à nos 13 000 abonnés, dans 23 numéros du bulletin de veille, dont deux étaient thématiques (**n° 477 : Entrepreneuriat inclusif et durable** et **n° 482 : Artisanat minier et développement rural : un filon à risques ?**).

Dans la continuité de la réflexion engagée en 2023 sur la diversité des thèmes et des espaces traités, un travail de capitalisation a été mené afin d'approfondir l'analyse des pratiques de veille informationnelle au sein d'Inter-réseaux. Ce travail avait pour objectif d'identifier les forces et les axes d'amélioration de la veille, dans une perspective d'optimisation des processus et de renforcement de son impact au service des membres et partenaires du réseau.



Webreportage : "Nouakchott +10"



Du 7 au 9 octobre 2024, les organisations de la société civile pastorale se sont réunies à Abidjan afin de dresser le bilan de la Déclaration de Nouakchott, adoptée en 2013 pour promouvoir un pastoralisme sans frontière et sécuriser les moyens d'existence des communautés pastorales. Invité par le RBM et avec le soutien du Comité Foncier & Développement, Inter-réseaux était présent à cette rencontre et a réalisé à cette occasion un **webdocumentaire** multimédia et

interactif pour raconter les enjeux, les espoirs et les questions des trois jours de participation des acteurs de la société civile pastorale pour préparer leur note de position commune qui a été présentée au Forum Nouakchott +10.

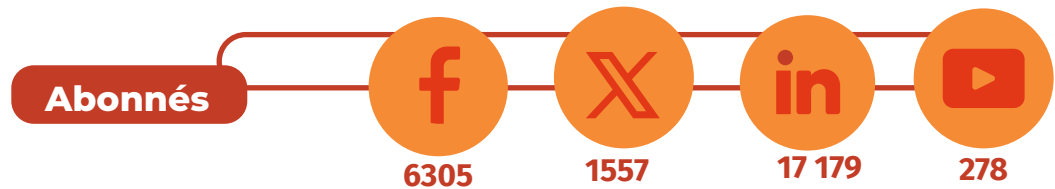
Pour Inter-réseaux, le format "webreportage" est un format idéal pour communiquer simplement et de manière agréable des enjeux complexes qui impliquent le lecteur plutôt que de le mettre devant une production linéaire textuelle qui lui impose la structure de pensée.

Communication et diffusion

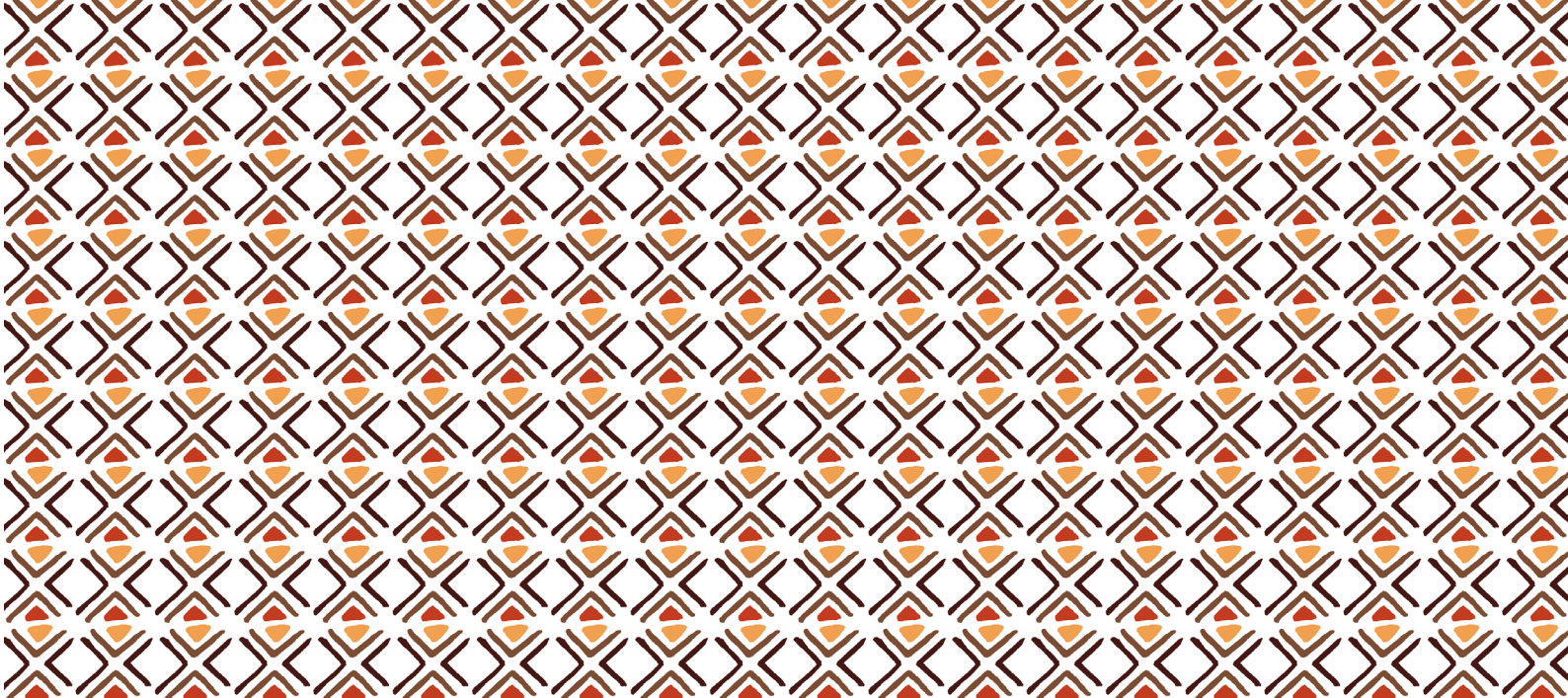
Alors que l'année 2024 a vu de nombreuses déclarations, actualités et changements de procédures sur les applications de médias sociaux, pour Inter-réseaux, c'est toujours LinkedIn qui reste l'outil phare, avec désormais plus de 17 000 abonnés, soit un doublement depuis la fin de l'année précédente. Facebook est à la peine et X (anciennement Twitter) régresse suite aux nombreux retraits d'utilisateurs de cette plateforme peu soucieuse de vérité ou de débats constructifs (IR a d'ailleurs choisi de quitter le réseau X en janvier 2025).

Cette diffusion par réseaux sociaux vient compléter l'envoi régulier des bulletins de veille à plus de 13 000 abonnés.

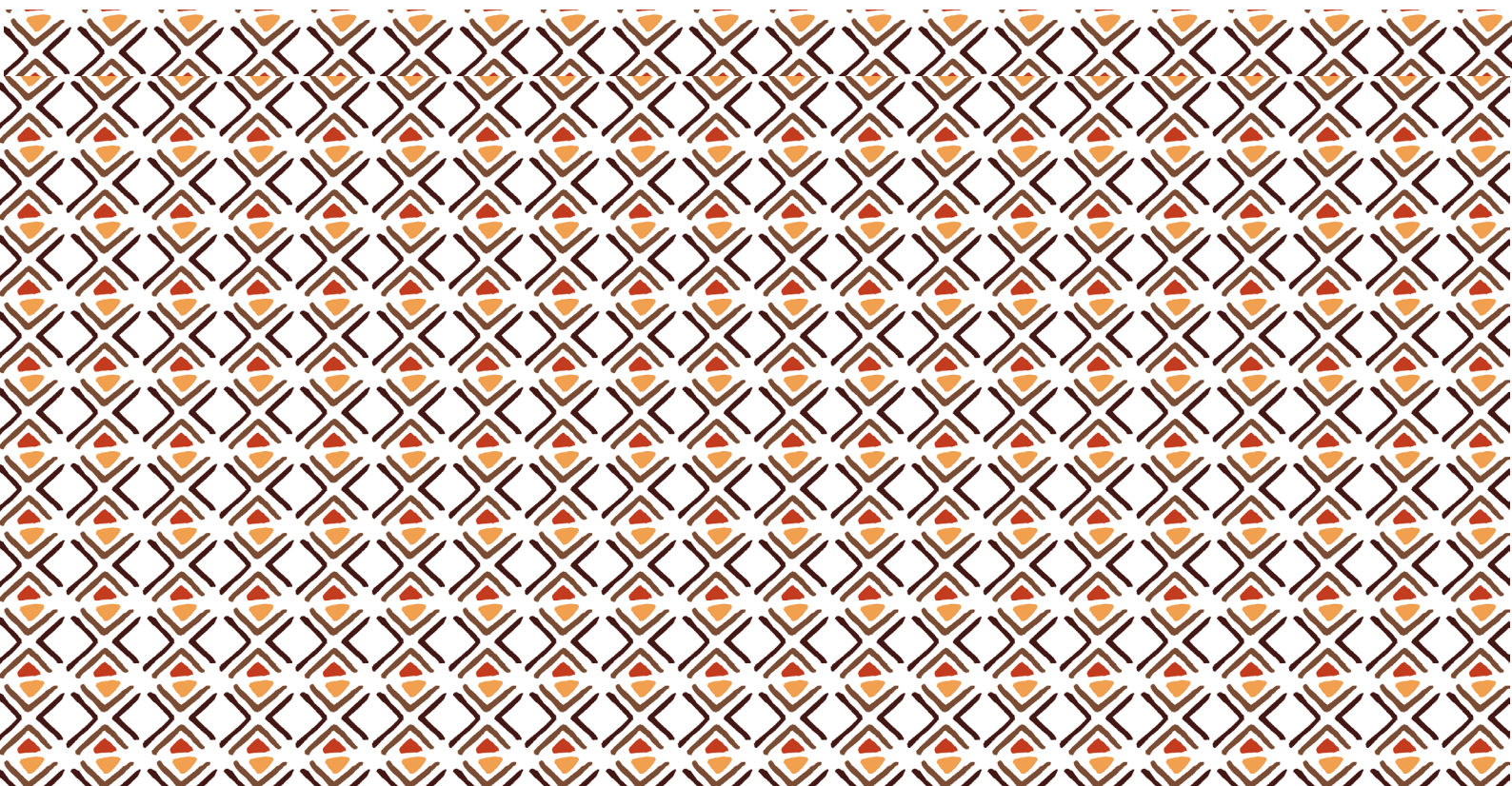
Le site web, qui avait connu une légère baisse de fréquentation l'année précédente suite à des modifications d'algorithme de Google, a repris sa progression en termes de trafic avec 124 000 sessions venus visiter l'une ou l'autre des 20 000 pages web et plus de 200 000 téléchargements des fichiers pdf proposés sur le site.



La liste de diffusion des publications compte désormais plus de 13 000 abonnés.



RAPPORT FINANCIER



Bilan 2024

BILAN ACTIF	31/12/2024	31/12/2023
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	4 113	7 730
Immobilisations corporelles nettes	2 589	4 103
Immobilisations financières	1 524	3 627
TOTAL ACTIF CIRCULANT	1 452 414	121 200
Créances	1 251 547	105 401
Comptes de régularisation	10 067	12 756
Comptes financiers	190 800	3 043
TOTAL ACTIF en EURO	1 456 527	128 931
BILAN PASSIF		
TOTAL CAPITAUX PERMANENTS	2 769	1 159
Report à nouveau	1 159	910
Résultat de l'exercice	1 610	249
COMPTES DE TIERS	1 453 758	127 772
Dettes	75 049	99 532
Comptes de régularisation	1 378 709	19 557
Comptes financiers		8 683
TOTAL PASSIF en EURO	1 456 527	128 931

En prenant en compte le bénévolat, le montant total des produits du compte de résultat pour l'année 2024 s'élève à 717 902€, soit une variation de seulement 1% par rapport aux produits de 2023.

L'année 2024 marque la première année de mise en œuvre de la nouvelle convention triennale signée avec l'AFD (Division des Organisations de la Société Civile) en début d'année. Ce partenariat constitue la pierre angulaire du budget, représentant 55,9 % des ressources d'IR pour l'année.

Comme lors des exercices précédents, les ressources humaines demeurent le principal poste de dépense, représentant 52 % des dépenses hors contributions volontaires. Les transferts de fonds aux membres sont restés modestes en raison des opportunités limitées de délégation d'actions. Les contributions financières des membres à destination d'Inter-réseaux (hors bénévolat) représentent environ 15 % des ressources en numéraire.

Le résultat de l'exercice est positif, s'élevant à 1 610 €. Bien que cela constitue un deuxième exercice consécutif positif, cette situation ne permet pas une reconstitution suffisante des fonds propres. À la fin de l'exercice 2024, les fonds propres d'IR s'élèvent à seulement 2 769 €.

En raison de cette absence de fonds propres, en 2024, IR a sollicité de plusieurs membres des prêts sans intérêt dans l'attente du versement par l'AFD de la première tranche de la subvention triennale. Ils ont répondu à nouveau à cette demande le GRET pour 200 K€ (janvier 2024), AVSF pour 65 K€ (août 2024) et SOS Faim Luxembourg pour 70 K€ (août 2024). Les remboursements de ces concours financiers ont été faits en décembre 2024.

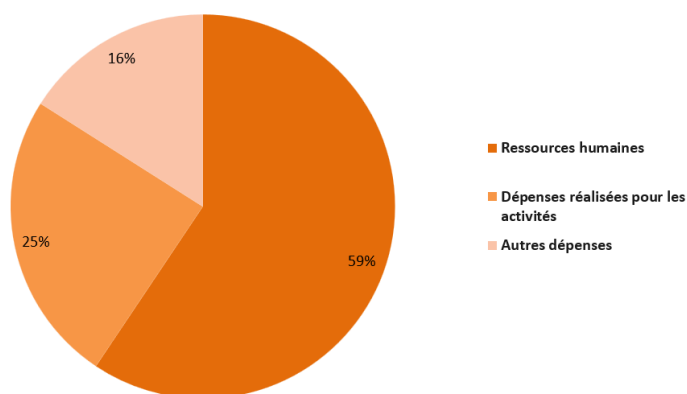
Compte de résultat 2024

CHARGES	2024	2023
Achats mat. premières & autres approvisionnements	7 562	4 733
Autres achats & charges externes	255 778	221 713
Impôts, taxes et versements assimilés	272	3 713
Salaires et traitements	278 493	294 638
Charges sociales	99 505	86 797
Dotations aux amortissements	1 515	1 286
Autres charges	20 104	38 476
Charges financières		
charges exceptionnelles	10 563	
Contributions en nature	42 500	76 663
TOTAL CHARGES	716 912	727 718
EXCEDENT = TOTAL PRODUITS - CHARGES	1 610	249
TOTAL en EURO	717 902	727 697
PRODUITS	2024	2023
Productions vendues et services	507	1 048
Subventions d'exploitation	664 628	642 289
Reprises sur prov. amort. & trans. de charges		
Autres produits	6 474	6 117
Produits financiers		1 094
Produits exceptionnels	3 793	396
Contributions en nature	42 500	76 663
TOTAL PRODUITS	717 902	727 697
DEFICIT = TOTAL CHARGES - PRODUITS		
TOTAL en EURO	717 902	727 697

Les comptes 2024 ont été audités et certifiés par le Commissaire aux comptes mandaté par l'Assemblée générale conformément à la loi en vigueur. Son rapport est disponible sur demande.

Emplois	Réalisé 2022	Réalisé 2023	Prévisionnel 2024	Réalisé 2024
1 Investissement technique et mobilier	16 480	5 189	10 400	9 234
2 Fournitures et consommables	32 994	34 375	34 200	39 056
3 Etudes ou expertises	31 768	33 137	29 000	27 871
4 Personnel permanent	365 858	348 775	350 200	355 025
5 Personnel bénévole en appui ponctuel	46 435	76 663	40 000	42 500
6 Activités (animations, rencontres, etc.)	20 134	38 723	43 500	30 823
7 Outils de communication et outils pédagogiques	48 396	66 399	75 200	74 334
8 Missions de courte durée	42 308	31 561	31 500	61 909
9 Audits / évaluations	1 210	30 630	30 000	7 333
10 Autres dépenses et imprévus	10 897	3 971	2 500	2 699
11 Frais de fonctionnement associatif et du siège	58 067	58 297	53 500	65 506
TOTAL en EURO	674 547	727 718	700 000	716 292

Répartition des charges 2024



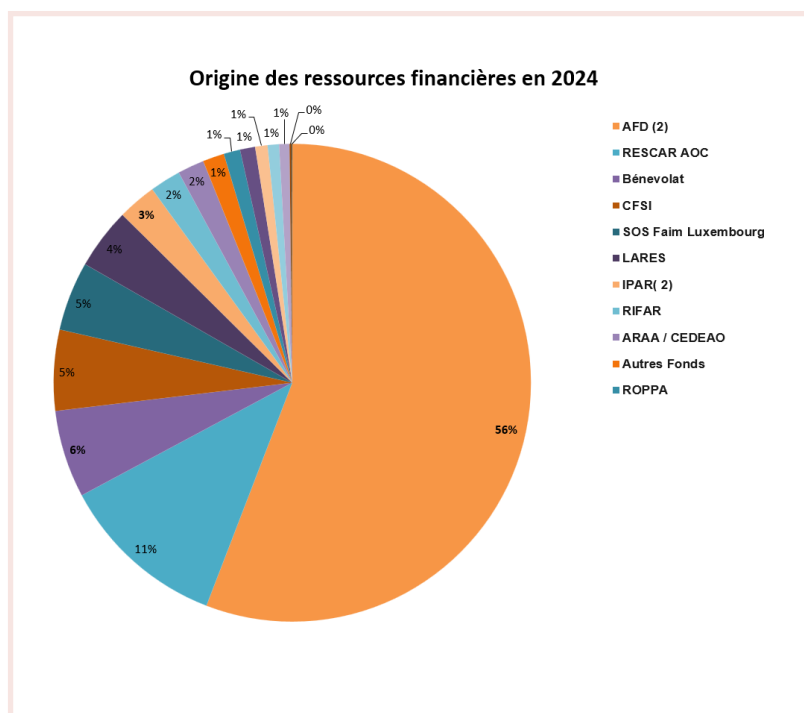
Les ressources humaines mobilisées par IR constituent véritablement le « capital » de l'organisation. Les dépenses liées tant au personnel permanent qu'aux personnes engagées pour les études et expertises, ainsi qu'au bénévolat, représentent le principal poste de dépenses, totalisant près de deux tiers du budget.

En 2024, IR a fourni un soutien au Réseau des Services de Conseil Agricole et Rural d'Afrique de l'Ouest et du Centre (RESCAR-AOC) dans le cadre du projet « Accompagner les transitions agroécologiques de l'agriculture familiale » (ACOTAF), en termes d'études, réflexions et communication. IR a accompagné le RESCAR-AOC pour sa structuration en matière de gestion administrative, comptable et logistique. En attendant la reconnaissance officielle de ce réseau par les autorités burkinabè, IR a assuré, en 2024, la gestion des fonds mobilisés par le RESCAR-AOC, à hauteur d'environ 100 000 euros (provenant de projets financés par des fonds publics américains et par le projet ACOTAF).

Ressources	Réalisé 2022	Réalisé 2023	Prévisionnel 2024	Réalisé 2024
1 Ressources privées	188 800	294 913	248 000	296 584
2 SOS Faim Luxembourg	20 000	20 000	30 000	33 617
3 SOS Faim Belgique	15 000	10 000	10 000	330
4 Autres membres d'IR	35 521	96 671	62 000	152 882
5 Contributions bénévoles des membres du réseau	46 435	76 663	40 000	42 500
6 CFSI	44 180	29 689	52 000	39 255
7 Autres ONG & fondation	5 500	52 875	48 000	17 555
8 Autres ressources (adhésions, produits financiers, etc.)	22 164	9 015	6 000	10 445
9 Ressources publiques	476 133	433 054	452 000	421 319
10 AFD	302 000	312 968	400 000	401 000
11 Autres ressources publiques	147 133	120 086	52 000	20 319
TOTAL en €	664 933	727 967	700 000	717 902

Le tour de table financier d'IR pour l'année 2024 a été constitué de 17 sources de financement différentes (contre 20 en 2021, 22 en 2022 et 20 en 2023), incluant parfois plusieurs contrats par partenaire financier (voir le nombre de contrats entre parenthèses dans l'illustration ci-dessous). En excluant la subvention principale de l'AFD, ainsi que le bénévolat et les ressources diverses (telles que les cotisations, les produits financiers, etc.), le montant moyen des partenariats financiers en 2024 s'est élevé à environ 16 600 euros. Ce montant reste aussi modeste que pour les années précédentes et implique un travail administratif conséquent, car les exigences des contributeurs financiers ne sont pas proportionnelles aux montants accordés. Toutefois, l'augmentation de la contribution de l'AFD a permis, à budget constant, de réduire la nécessité de signer un trop grand nombre de «petits» partenariats financiers.

En 2024, 41 % du total des fonds d'IR proviennent de partenaires privés, dont les trois quarts sont des contributions des membres d'IR, bénévolat inclus. Il est également important de souligner qu'IR bénéficie du soutien du Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI) depuis plus de dix ans, notamment pour l'appui au programme PAFAO, dans une démarche de capitalisation et de partage des connaissances. On observe également une forte augmentation des fonds provenant de l'AFD cette année, contrastant avec la période 2021-2023, ce qui témoigne de la reconnaissance croissante de l'utilité et de la qualité du travail d'IR au sein de la communauté du développement. Il convient de noter qu'IR a présenté son dossier de financement dès novembre 2023, ce qui a permis d'éviter les coupes budgétaires appliquées à partir de la fin du premier trimestre 2024 sur les nouveaux projets étudiés et soutenus.



Prise en compte du bénévolat

Depuis environ quinze ans, Inter-réseaux a choisi de valoriser comptablement le bénévolat des membres du réseau. Les engagements de ces bénévoles couvrent divers domaines : la veille informationnelle, la rédaction et la coordination des publications (notamment les articles de Grain de sel), les cycles thématiques, les réflexions stratégiques, ainsi que la gestion et le suivi des activités aux côtés des équipes à Nogent-sur-Marne, Ouagadougou, Cotonou et Montpellier. En tout, 82 personnes ont contribué bénévolement à la construction, la réalisation et la finalisation des différentes publications d'IR, dont 60 auteurs pour les deux numéros de Grain de sel. Environ 90 personnes se sont impliquées, souvent dans plusieurs activités. Ces engagements bénévoles ont été évalués à l'équivalent de huit mois de travail à temps plein pour une personne, illustrant ainsi l'intérêt des membres

du réseau à participer activement aux travaux d'IR et à partager des savoirs, de manière ponctuelle ou continue. L'évaluation financière de ces contributions a été réalisée conformément aux recommandations de l'AFD. Les méthodes de calcul ont été validées par le Commissaire aux Comptes. Cette valorisation, qui apparaît à la fois dans les ressources et les dépenses, a représenté en 2024 un montant de 42 500 €. Ce chiffre est inférieur à celui de 2023, car le décompte comptable du bénévolat pour certaines actions, étendues sur 2024 et 2025, sera inclus dans le rapport de l'année 2025.

Etat du transfert de fonds entre IR et ses membres

Dans le cadre de ses activités et de son travail en réseau, IR applique le principe de subsidiarité et soutient ses membres en leur allouant des fonds pour des missions spécifiques. À l'inverse, IR reçoit également des contributions financières de ses membres pour soutenir les missions qu'ils mènent. Dans un souci de transparence, le Conseil d'administration a décidé en juin 2017 de présenter chaque année l'ensemble de ces flux financiers

dans le rapport financier, et ce, lors de l'assemblée générale annuelle. Ces informations ont également été soumises au Commissaire aux Comptes, qui les a validées.

➡ Liste des conventions exécutées par IR pour des membres

N°	Commanditaires	Pays	Libellés	Financement total	Fonds concernant 2024	Date de démarrage	Date de fin effective ou prévue	Membre du CA
1	IPAR	Sénégal	Promotion du consommateur local à travers la valorisation des céréales locales et la connexion aux marchés	13 500 €	4 500 €	01/01/2024	31/05/2025	Non
2	IPAR	Sénégal	GDS N86 «Transformation des systèmes alimentaires»	15 000 €	15 000 €	01/04/2024	01/04/2025	Non
3	Lares	Bénin	Réalisation de l'étude de capitalisation transversale du programme agroécologie en Afrique de l'Ouest (ARAA PAE)	41 470 €	29 738 €	01/09/2024	31/12/2024	Oui
4	RIFAR	France	Elaboration du webdocumentaire «Genre et formation agricole et rurale»	15 000 €	15 000 €	15/09/2024	15/09/2025	Oui
5	RBM	Niger	Convention de partenariat pour la réalisation du projet de renforcement des capacités de leadership, de résilience climatique et d'insertion des jeunes pasteurs des pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (PROCLEAD)	450 000 €	1 000 €	01/12/2024	30/11/2027	Oui
6	ROPPA	Burkina Faso	Soutien au développement des actions de capitalisation et de renforcement mutuel dans le cadre du projet d'appui à la mise à l'échelle des unités économiques paysannes du lait (PROLAIT)	10 000 €	8 000 €	12/04/2023	11/07/2025	Oui
7	SOS FAIM Luxembourg	Luxembourg	Edition capitalisation AGRI+	13 675 €	3 617 €	01/01/2024	31/12/2024	Oui
8	SOS FAIM Luxembourg	Luxembourg	Convention de partenariat 2024 : mieux valoriser l'information agricole et rurale produite par Inter-réseaux Développement rural	30 000 €	30 000 €	01/01/2024	31/12/2024	Oui
Total général				588 645 €	106 855 €			

➡ Liste des conventions exécutées pour IR par des membres

N°	Commanditaires	Pays	Libellés	Financement total	Fonds concernant 2023	Date prévu	Date de fin effective ou prévue	Membre du CA
1	CORADE	Burkina Faso	Appui CORADE 2023/2024	- €	3 850 €	01/01/2023	03/07/2024	Non
2	DIAGNE Daouda	Sénégal	Convention CFSI AEA-2020/ Avenant 1_ Pousser les dynamiques visant à instituer un cadre favorable aux achats alimentaires locaux par les institutions publiques et les organisations internationales, tout particulièrement pour l'alimentation des écoliers.	108 180	3 190 €	01/01/2024	31/12/2024	Non
3	JADE Productions	Burkina Faso	Récit multimédia sur l'adaptation d'organisations du développement rural dans l'Est du Burkina Faso face à la crise sécuritaire.	39 368 €	9 720,5 €	01/01/2023	31/12/2024	Oui
4	LARES	Bénin	ZAPB Togo	24 932 €	5 933 €	01/01/2023	31/12/2024	Oui
Total général				173 080 €	22 694 €			

LES MEMBRES EN 2024

28 MEMBRES INSTITUTIONNELS



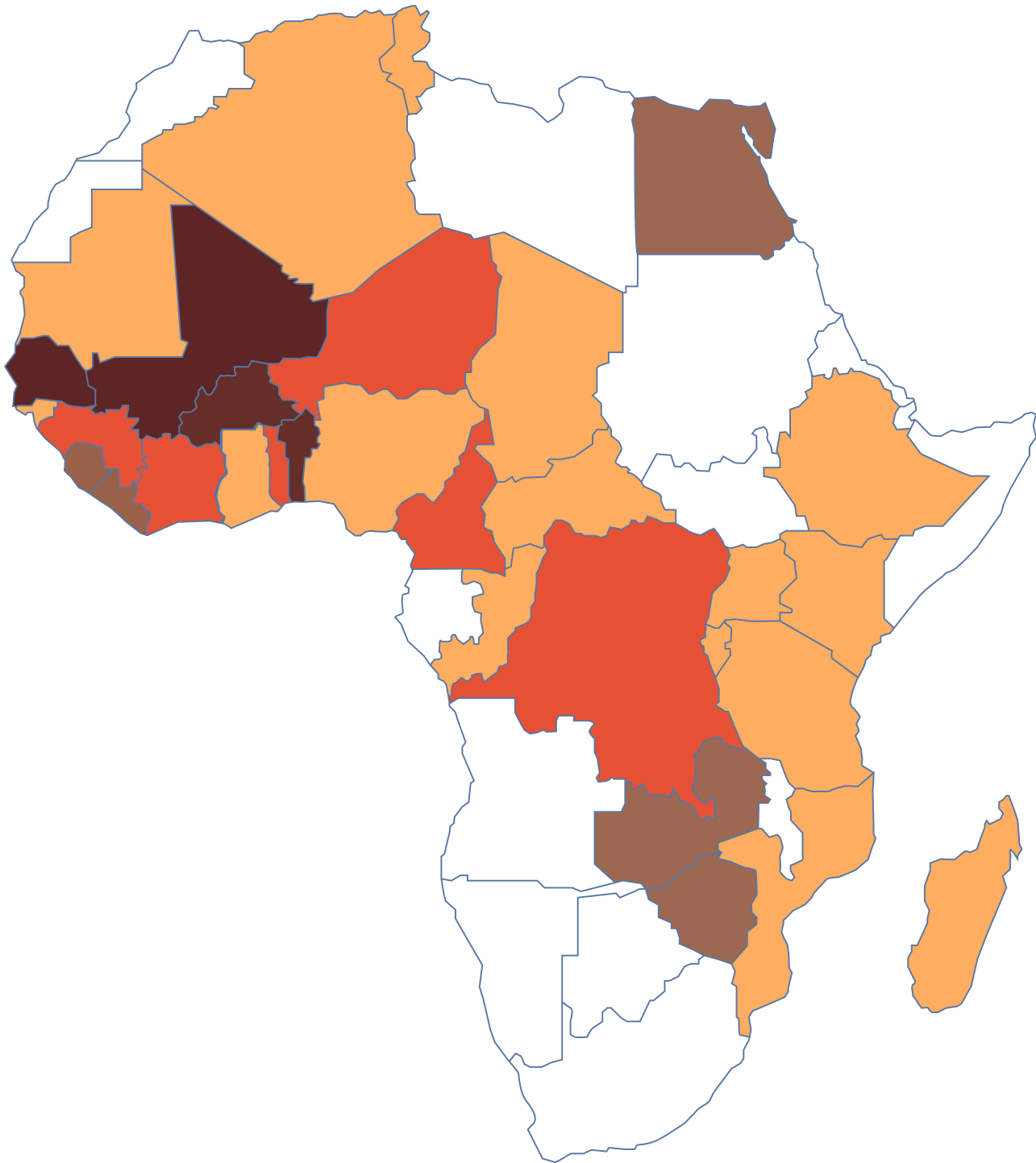
25 MEMBRES INDIVIDUELS

Serge Aubague
 Valentine Achancho
 Jean-René Cuzon
 Imma de Miguel
 Patrick Delmas
 Freddy Destrait
 Jean-Claude Deveze
 Daouda Diagne
 François Doligez

Jean-Luc François
 Dominique Gentil
 Fanny Grandval
 Benoît Lecomte
 Gilles Mersadier
 Henk Nugteren
 Vital Pelon
 Denis Pesche
 Joachim Saisonou

Bio Goura Soulé
 Liora Stührenberg
 Pierre-Henri Texier
 Simon Tometty
 Bruno Vindel
 Julia Wanjiru
 Sibiri Jean Zoundi

PRÉSENTATION DES MEMBRES EN AFRIQUE (REPRÉSENTATION OU PAYS D'INTERVENTION)



Sont présents au moins 10 membres d'IR



Sont présents entre 2 et 5 membres d'IR



Sont présents entre 6 et 9 membres d'IR



Est présent 1 membre d'IR

ACRONYMES

AFD	Agence Française de Développement
ACOTAF	Accompagner les Transitions agroécologiques de l'Agriculture Familiale
AFD	Agence Française de Développement
AG	Assemblée Générale
AGRI+	Dispositif de financement de l'agriculture familiale au Burkina Faso et au Mali
AOC	Afrique de l'Ouest et du Centre
PAE	Programme Agroécologie en Afrique de l'Ouest
ARAA	Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation
CEP	Champs-Écoles Paysans
CEDEAO	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CIRAD	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement
CFSI	Comité Français pour la Solidarité Internationale
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FAR	Formation Agricole et Rurale
FMI	Fonds Monétaire International
IPAR	Initiative Prospective Agricole et Rurale
IRAM	Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de développement
IR	Inter-réseaux
POS	Plan d'Orientation Stratégique
RBM	Réseau Billital Maroobé
PAFAO	Promotion de l'Agriculture Familiale en Afrique de l'Ouest
RECA	Réseau National des Chambres d'Agriculture du Niger
RESCAR-AOC	Réseau des Services de Conseil Agricole et Rural d'Afrique de l'Ouest et du Centre
ROPPA	Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs d'Afrique de l'Ouest
RPCA	Réseau de Prévention des Crises Alimentaires
SAILD	Service d'Appui aux Initiatives Locales de Développement

INTER-RÉSEAUX DÉVELOPPEMENT RURAL

Un espace de partage de connaissances et de mise en débat



INTER-RÉSEAUX
Développement Rural

Á Nogent sur Marne

45 bis avenue de la belle Gabrielle
94736 Nogent sur Marne cedex

FRANCE

Tél : 33 (0)1 43 94 73 28

Á Ouagadougou

09 BP 1571 Ouagadougou 09

BURKINA FASO

Tél : (226) 05 94 81 45

Á Montpellier

eric.bernard@inter-reseaux.org

Á Cotonou

C/O LARES, Duplex N°006, Cité
Houéyiho ; 08 BP 0592 TRI POSTAL
Cotonou

BENIN

Adresse électronique de l'équipe technique : inter-reseaux@inter-reseaux.org

<https://www.inter-reseaux.org>